

Formation ou invention des 'classes moyennes'?

Une analyse comparée: Belgique-
France-Grande-Bretagne (1880-1914)¹

GEOFFREY CROSSICK

Professeur au Département d'Histoire
University of Essex (GB)

Lors du premier congrès international de la petite bourgeoisie, organisé à Anvers en 1899, le vice-président d'une association bruxelloise de petits patrons déclare que son objectif "*est l'amélioration du sort des classes moyennes de la petite bourgeoisie, cette couche sociale si intéressante qui existe et que nous n'inventons pas.*"² Simple formule rhétorique ou argument avancé à l'intention d'éventuels contradicteurs, cette petite phrase fournit un excellent point de départ à l'analyse d'une question nouvelle, jusqu'ici peu abordée par les historiens. Il ne s'agit pas d'étudier la situation de la petite bourgeoisie européenne proprement dite³ mais le processus de découverte de ce groupe social par des réformateurs et des intellectuels, au cours des 25 années qui précéderont la Première Guerre mondiale. J'analyserai plus spécifiquement les rapports entre la formation d'une classe - un sujet pour lequel l'histoire sociale a établi depuis longtemps des approches analytiques très détaillées - et la reconnaissance de cette classe à travers les discours et les écrits de ses contem-

¹ Je suis très reconnaissant à l'Institut des Hautes Études de Belgique de m'avoir invité à présenter la conférence qui a servi de première version à cet article. Je remercie Serge Jaumain pour l'amélioration de la version française de ce texte.

² Les mots en caractères normaux sont en italiques dans la citation. *Compte rendu sténographique*, 1900, p. 713.

³ Ces dernières années, les chercheurs européens ont manifesté un nouvel intérêt pour l'histoire sociale, économique et politique de la petite entreprise. Il est vrai que tout le monde s'accorde aujourd'hui pour reconnaître que les maîtres-artisans et les commerçants, loin de s'affaiblir comme le prévoyaient à tort les théories économiques marxistes et libérales du dix-neuvième siècle, ont tenu un rôle fondamental dans le développement des sociétés industrielles. Ce n'est que vers la fin du siècle dernier et au cours des premières années du vingtième siècle, que la petite entreprise en général se trouva confrontée à une crise structurelle. Pour une analyse de la petite bourgeoisie à travers tout le dix-neuvième siècle, voir Crossick & Haupt, 1995. Parmi des autres livres qui illustrent la naissance d'un nouvel intérêt pour la petite bourgeoisie voir Crossick & Haupt, 1984; Nord, 1986; Jaumain, 1995; Koshar, 1990; Lavau, 1983; Zdatny, 1990; Kurgan & Jaumain, 1992; Morris, 1993.

porains. Brièvement résumée ma problématique consiste donc à interroger ce processus de reconnaissance d'une classe sociale, et à poser une question simple: le discours de la période considérée révèle-t-il la découverte d'une classe sociale en formation ou a-t-il inventé de toutes pièces une classe qui n'existait que dans l'imaginaire de quelques écrivains et hommes politiques? La question n'est pas aussi simple qu'il y paraît et, seule, une analyse comparée permet d'y apporter une réponse nuancée. Pour la mener à bien nous examinerons ici le cas de la Belgique et de la France avant de nous pencher, dans la dernière partie de cet article, sur les particularités de la situation britannique.

1. LA DÉCOUVERTE DES CLASSES MOYENNES

Vers la fin du 19^e siècle, plusieurs sociétés européennes font montre d'un intérêt croissant à l'égard de la petite bourgeoisie. Certes, il y eut des débats antérieurs, tout particulièrement en France où des spécialistes de l'économie politique comme Adolphe Blanqui et Michel Chevalier reviennent de l'Exposition de Londres (1851) avec la conviction que l'avenir de l'économie industrielle française repose sur ses entreprises artisanales. Ils ont la certitude que les conséquences sociales de ce choix – la paix sociale et l'absence des conflits de classe observés depuis longtemps Outre-Manche – sont aussi importantes que les avantages économiques proprement dits (Walton, 1989).

A cette époque, une telle analyse constitue une particularité hexagonale. La véritable découverte du monde de la petite entreprise par des sociologues, économistes et réformateurs européens se situe seulement à la fin du 19^e siècle. C'est à ce moment qu'un groupe d'intellectuels et d'hommes politiques cherchant à comprendre les conflits et les angoisses de sociétés de plus en plus polarisées, afin d'y apporter un remède adéquat, se tournent vers la petite entreprise. Une même démarche se retrouve en Allemagne, aux Pays-Bas et dans les deux pays auxquels je m'intéresse plus particulièrement ici: la France et la Belgique. Le troisième pays sur lequel porte mon analyse, la Grande-Bretagne, représente par contre une lacune énigmatique, le grand vide qu'il faut expliquer en suivant le conseil de Sherlock Holmes: comprendre ce qui incite le chien à ne pas aboyer pendant la nuit parce que, pour l'historien comme pour le détective, les silences peuvent aussi être très révélateurs (Conan Doyle, 1975).

Georges Blondel, économiste parisien membre de la Société d'Economie sociale (consacrée à l'étude des idées et des méthodes de Frédéric Le Play), remarque en 1908 que

"le problème des classes moyennes, dont personne ne parlait il y a quinze ans, commence à préoccuper bon nombre de personnes." (Blondel, 1908)

Pendant ces quinze ans, un nombre croissant d'articles et de livres ont souligné que la petite bourgeoisie (appelée le plus souvent "*classe moyenne*") était en crise. La question de sa survie était posée: elle risquait d'être rapidement écrasée par les forces meurtrières du progrès et de la concentration économique. Le grand capital qui avait pris le contrôle des principaux secteurs de la production commençait à menacer le commerce de détail par le biais des grands magasins et des maisons à succursales multiples. La disparition des petits indépendants semblait se profiler à l'horizon. Selon le même Blondel,

"il ne s'agit pas seulement en effet de savoir comment ils participent au progrès; il s'agit de savoir si le progrès même ne va pas être pour eux une cause de mort."
(Blondel, 1901, 836)

Pour ceux qui, en France et en Belgique, s'intéressent au sort de la petite entreprise, il ne fait aucun doute que les gouvernements ont perdu de vue la réalité de la question sociale, en la confondant avec un seul de ses constituants: la classe ouvrière. Oscar Pyfferoen, jeune intellectuel catholique et leplaysien, comme la plupart de ceux qui participeront au processus de découverte de la petite bourgeoisie, remarque en 1899 que

"l'attention du monde savant et du monde politique a été depuis nombre d'années absorbée par des mesures à prendre en faveur des ouvriers. C'est ce qu'on appelait la question sociale. En vérité ce n'était qu'une face de cette question: les ouvriers ne forment pas toute la société... A côté des intérêts des ouvriers, il y a ceux de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, qui ne méritent pas moins d'être pris en considération." (Pyfferoen, 1899, 285)

Pour Paul du Maroussem, de l'Office du Travail à Paris, les interventions étatiques en faveur des ouvriers sont source de charges et de problèmes additionnels pour la petite entreprise:

"chaque essai de résoudre la *question ouvrière* avive jusqu'à l'exaspérer, la *question sociale*." (du Maroussem, 1894, 202-3)

Selon ces analystes, seul le renforcement des classes moyennes pourra résoudre la question sociale. Mais elles semblent précisément en voie de disparition ...

Ces intellectuels et quelques hommes politiques attirés par leurs travaux sont à l'origine du "*discours de la découverte*", découverte d'un monde menacé et affaibli, mais qui constituerait un facteur indispensable au maintien de l'ordre social. C'est ainsi que s'ouvre une période d'activité intense s'étalant de 1890 à 1914 et au cours de laquelle se succéderont nouvelles organisations, congrès nationaux et internationaux, enquêtes parlementaires, publications et recherches, soit une large gamme de réalisations principalement dues au

milieu intellectuel et international des leplaysiens et des catholiques sociaux.

Les raisons profondes de cet intérêt soudain pour le monde de la petite entreprise sont complexes et variées. En Belgique, il repose notamment sur le rôle tenu par les petites entreprises artisanales et commerciales dans l'économie urbaine de la fin du 19^e siècle; sur les conflits entre partis politiques; sur la croissance de la menace socialiste; sur la nouvelle structure du suffrage faisant suite à la réforme électorale de 1893 qui accorde une importance temporaire aux voix des petits bourgeois; enfin sur les tentatives du mouvement catholique, et plus particulièrement des catholiques sociaux, de trouver une nouvelle base à la stabilité sociale pour faire face aux menaces de conflits sociaux et à un mouvement ouvrier de plus en plus puissant.

On pourrait présenter une série de facteurs parallèles mais pas exactement identiques pour expliquer l'intérêt porté à la question de la petite bourgeoisie dans d'autres pays, comme la France et l'Allemagne. Je ne m'attarderai pas sur ces mouvements dirigés vers la petite bourgeoisie et qui ont déjà fait l'objet de plusieurs études. Je voudrais plutôt soulever une problématique, un peu différente, formulée dans le titre de l'article: doit-on parler de formation ou d'invention des classes moyennes? En d'autres termes, ces mouvements sociaux et intellectuels qui s'intéressent à la crise de la classe moyenne, découvrent-ils une classe en train de se former ou leur idéalisation d'une petite bourgeoisie qui ne s'accordait pas à l'image qu'ils voulaient en proposer représente-t-elle l'invention plutôt que la découverte d'un groupe social? J'interrogerai ensuite la portée des rapports entre invention et formation, à travers une perspective comparée s'appuyant sur le cas très particulier de la Grande-Bretagne.

2. FRANCE ET BELGIQUE: FORMATION OU INVENTION DES CLASSES MOYENNES?

Au coeur de ce nouveau discours sur la petite entreprise, on trouve les concepts jumelés de *milieu* et de *moyenne* (chose intéressante: la langue anglaise ne distingue pas ces concepts: *the middle* exprime les deux sens). En France et en Belgique le concept fondamental est *la classe moyenne*. Mais qu'est-ce que cette "moyenne" et pourquoi y a-t-on attaché tant d'importance? Ses origines remontent aux dernières décennies du 18^e siècle, lorsque réapparaît l'idée de "moyenne sociale" pour désigner des valeurs morales et réformatrices plutôt qu'une catégorie sociale ou professionnelle particulière. Entre 1760 et 1840 – la chronologie varie selon les pays – se développe le concept d'une classe moyenne, synonyme de moralité, de responsabilité, mais aussi de progrès, de liberté, et de réformes sociales et politiques. Ce discours suppose que cette "moyenne" ne soit pas simplement une partie de l'univers moral et politique,

mais coïncide avec de larges sections de la structure sociale et professionnelle.⁴

La fin du 19^e siècle provoque un glissement de sens. La "moyenne" est toujours considérée comme une force moralisatrice mais elle est maintenant liée à une couche sociale dont les contours sont beaucoup mieux précisés: le monde de la petite entreprise artisanale et commerciale. Le contenu social du concept s'est donc singulièrement rétréci. Il s'est débarrassé des bourgeois aisés, des professions libérales, des négociants et des industriels, de ce monde flou et mal défini qui formait la classe moyenne de la première moitié du siècle. Dans les mouvements conservateurs et chez leurs intellectuels, le concept idéalisé de la classe moyenne recouvre maintenant les maîtres artisans et les boutiquiers qu'ils tentent de mobiliser pour assurer l'ordre et la stabilité sociale.

On rencontre ici un phénomène intéressant en histoire sociale: la combinaison de deux projets indépendants mais qui ont néanmoins un lien entre eux. Un projet *idéologique*, visant à construire une vision spécifique de la société qui permettrait de diagnostiquer ses maladies et d'en prescrire les traitements; un projet *politique*, qui tend à mobiliser certaines couches sociales pour défendre l'ordre et la stabilité de la société. On peut y ajouter un troisième projet, développé celui-là par les patrons des petites entreprises eux-mêmes par le biais de leurs propres organisations, et reflet de leurs propres soucis. Il est dangereux pour l'historien – ce n'est pas un danger propre aux historiens de la petite bourgeoisie – de supposer que les descriptions contemporaines d'un groupe social le représentent fidèlement. On ne peut donc présumer la coexistence de ces trois projets – la recherche d'une moyenne qui pourrait constituer la base d'une nouvelle stabilité sociale, la tentative de mobiliser cette moyenne, et la réalité des groupes professionnels désignés par cette vision.

Ce type de problème se pose partout en histoire sociale. Il existe depuis que nous avons appris à découpler le discours contemporain sur les groupes sociaux de l'expérience et de l'existence réelles de ces groupes. C'est à dire depuis que les historiens se sont rendus compte que le langage et le discours constituaient non pas un reflet des transformations sociales mais une intervention concrète dans le processus du changement social lui-même. Une solution adoptée par un nombre croissant d'historiens anglo-saxons séduits par ce tournant linguistique consiste à distinguer le changement économique et social de la formation des classes sociales proprement dites: ce n'est pas qu'ils n'accordent aucun rôle à ces processus fondamentaux de l'histoire

⁴. Pour un bilan général du concept de classe moyenne, voir: Sick 1993; Starzinger, 1965; Wahrmann, 1995.

sociale traditionnelle, mais ils ne veulent pas leur octroyer un impact déterminant. Sous l'influence de ce tournant linguistique et du postmodernisme, on a assisté à une transformation fondamentale de l'histoire sociale dans les pays anglo-saxons. On l'aperçoit, par exemple, dans les arguments de l'historien américain, Dror Wahrmann, à propos de la formation de la bourgeoisie britannique – la *middle class* – entre 1780 et 1840. Pour lui, l'explication de la formation de cette *middle class* repose moins sur les transformations structurelles de l'économie et de la société que sur des conflits politiques et sur le discours entourant ces conflits. Pour Wahrmann, les classes sont issues d'une innovation linguistique et les origines de celle-ci ne remontent pas aux changements économiques et sociaux, mais à la crise politique et à la nécessité de trouver une "moyenne sociale" capable de soutenir une "moyenne politique" (Wahrmann, 1995). Peut-être trop attaché à ma formation par une histoire sociale plus traditionnelle, je reste réticent face à ces arguments. Il faut néanmoins reconnaître que cette nette distinction entre structures, identités sociales, et descriptions sociales, ouvre la voie à des analyses beaucoup plus nuancées, même si l'on n'accepte pas l'absolutisme de certaines dimensions du tournant linguistique évoqué plus haut. A mon avis il reste utile et précieux d'interroger les rapports au sein d'une idéologie qui prétend à la fois décrire un groupe social et chanter ses louanges. Quel rapport y a-t-il entre d'une part le monde de la petite entreprise de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e siècle, et d'autre part la classe moyenne telle qu'on la retrouve dans le discours politique et social?

Pour répondre à cette interrogation, revenons à notre première citation présentant la classe moyenne comme une couche sociale réelle qui n'a pas besoin d'être inventée. Le monde de la petite entreprise existe bel et bien. A la fin du 19^e siècle, il est soumis à des pressions de plus en plus sévères bien que, historiquement, la petite entreprise ait toujours eu le sentiment d'être en crise. Malgré une diversité de métiers, de niveaux de richesse, de distribution géographique, l'identité petite-bourgeoise prend forme en France et en Belgique (ainsi qu'en Allemagne). Elle est articulée sur une situation sociale, une culture et surtout des organisations politiques et professionnelles. Estimer la proportion de patrons de petites entreprises artisanales et commerciales ayant partagé cette identité est impossible; toutefois, la grande fluidité sociale de ce petit monde semble indiquer qu'il ne s'agit que d'une faible proportion. Cette identité prend forme au moment où l'on assiste à un double processus de distanciation. D'une part, la grande bourgeoisie s'éloigne des propriétaires de petites entreprises, d'autre part le monde des petits patrons et ouvriers salariés qui a longtemps caractérisé les quartiers populaires des villes européennes se fragmente du fait de la croissance du mouvement ouvrier et des partis socialistes. La fracture entre ces deux mondes – la bourgeoisie et le peuple – crée un nouvel espace social qui sera occupé par une petite bourgeoisie en voie de formation.

Si une "véritable" petite bourgeoisie a bien pris forme vers la fin du 19^e siècle⁵, y avait-il, à côté d'elle, une autre petite bourgeoisie créée de toutes pièces par le discours d'écrivains et d'hommes politiques? Le titre de cet article propose une alternative: la formation ou l'invention. Mais ces deux phénomènes ne pourraient-ils coexister? Une classe moyenne inventée et une classe moyenne réelle ayant des fonctions différentes ne pourraient-elles s'imbriquer? Pour aborder cette question, il convient de commencer par l'examen de la classe moyenne telle que présentée dans le discours de ceux – principalement des catholiques sociaux et des leplaysiens – qui ont découvert et loué le monde de la petite entreprise belge et française entre 1890 et 1914.⁶

Pour eux, la classe moyenne est une force indispensable à la paix et au bien-être de la société.⁷ Au cours d'une réunion lyonnaise tenue en 1909 on peut entendre que

"l'histoire nous apprend que lorsque, dans une nation, la classe moyenne cesse d'exister, cette nation perd un élément de vitalité, et qu'elle-même ne tarde pas à disparaître à son tour." (Turmann, 1909, 461)

Son existence était donc indispensable à la construction de la paix sociale car elle était "la moyenne"; on rencontre ici une métaphore sans cesse répétée au sein de ce discours: la "métaphore de la moyenne".⁸ Il n'y a pas un mais plusieurs sens métaphoriques, et tous reposent sur l'idée d'une "moyenne sociale" qui pourrait empêcher la polarisation des classes et sa conséquence inéluctable: la destruction de l'ordre social.

"Le jour viendra où les classes ouvrières, dont les revendications déjà nous accablent, et les classes moyennes ne formeront plus qu'une seule et même classe, celle des pauvres, et ce jour nous verrons renaître les horreurs de la décadence grecque et romaine." (Th. Funck-Brentano, 1893, 141)

Le déclin du monde antique était fréquemment évoqué dans cette littérature, citant Fustel de Coulanges pour décrire les horreurs qui peuvent suivre la

5. Ce thème constitue une des questions soulevées dans Crossick & Haupt, 1995.

6. Pour l'étude des catholiques sociaux voir: Mayeur, 1972; Cholvy & Hilaire, 1986, 73s et 150s; Lamberts, 1992, sp. les articles de Mayeur sur la France et de P. Gérin sur la Belgique. En ce qui concerne Le Play on consultera Brooke, 1970; Silver, 1982; Savoye, 1981; Elbow, 1953, 48s; Tréanton, 1984; Heirwegh, 1988.

7. Bien que la plupart de ceux qui ont souligné l'importance de la petite bourgeoisie pour l'établissement de la paix sociale appartiennent aux tendances intellectuelles et sociales qui viennent d'être évoquées, il faut préciser, dès à présent, qu'ils ne représentent qu'une section minoritaire des leplaysiens et des catholiques sociaux.

8. Pour une analyse plus détaillée voir Crossick, *Metaphors*, 1994.

polarisation de la société. Dans son analyse des ébénistes du faubourg Saint-Antoine à Paris, Paul du Maroussem remarque lui aussi que le déclin des républiques grecques a suivi

“la suppression des degrés intermédiaires de l'échelle sociale, des classes qui servaient à unir la richesse et la misère, qui les empêchaient de se trouver face à face pour la lutte terrible et dernière.” (du Maroussem, 1892, 277)

Quelle image avaient ces intellectuels du monde de la petite entreprise? Le tableau présenté par le Comte de Boissieu était séduisant.

“Il est arrivé à plus d'un d'entre nous de rencontrer au cours de ses enquêtes l'atelier familial, normal, prospère, offrant alors des qualités moralisatrices que ne présentera jamais l'usine, si chrétienne qu'on la suppose. Cet atelier permet l'apprentissage au foyer domestique, maintient l'intimité conjugale et familiale toujours un peu mise en péril par la vie de fabrique, assure le recrutement d'une élite ouvrière, douée d'heureuses qualités d'initiative et d'indépendance.” (de Boissieu, 1908, 656)

Étienne Martin Saint-Léon invite ses lecteurs à pénétrer

“dans la boutique d'un petit marchand mercier, épicier, boucher, charcutier ou coiffeur. Le patron aidé de son fils ou de sa fille s'active pour servir 'la pratique'; la patronne est à la caisse; la vie de famille coïncide avec la vie professionnelle. Quant au jeune commis, à la demoiselle de magasin, à la fille de boutique, ils travaillent sous l'œil du maître.” (Martin Saint Léon, 1911, 97-8)

D'après ce discours, la famille constitue le cadre naturel du travail: le patron passe facilement du foyer à l'atelier ou à la boutique, les ouvriers et les employées dînent à la table familiale. Loin de ne s'intéresser qu'à leurs intérêts individuels, les salariés partagent la stabilité de la cellule familiale. L'activité des femmes est, elle aussi, étroitement liée à la vie de l'entreprise, et ce lien étroit empêche la déformation et la corruption de leur caractère qu'aurait inévitablement provoqué un travail à l'extérieur du domicile, sans compter que l'atelier et la boutique sont ainsi imprégnés de leurs qualités féminines. Selon un intervenant au Congrès de la Société d'économie sociale à Paris en 1910, dans des petites entreprises

“les femmes tiennent une grande place; elles exercent avec leur ingéniosité, leur amour de l'ordre, la bonne grâce de leurs relations avec le client, un rôle prépondérant.” (Aynard, 1910, 23)

Oscar Pyfferoen a remarqué

“leur esprit de travail et d’ordre, leurs moeurs honnêtes et simples, leurs goûts modestes et tranquilles.” (Pyfferoen, 1899, 292)

Ces qualités découlent naturellement de leur vie d’indépendante où économies, dur labeur et frugalité constituent les seules bases du succès. Ces qualités sont en outre bien enracinées dans l’esprit moral de la classe moyenne. D’autres pourraient également aspirer à cette manière de vivre: la petite entreprise est présentée comme une réelle opportunité pour les ouvriers intelligents et ingénieux qui désirent s’extraire de leur classe. Frantz Funck-Brentano a expliqué au premier congrès international de la petite bourgeoisie que

“la classe moyenne était la voie large et ouverte par laquelle l’ouvrier économe, habile, travailleur, arrivait à son tour au patronat. Ceux mêmes qui n’y parvenaient pas en conservaient l’espoir, pour eux ou pour leurs enfants. Et chacun sait que l’homme vit d’espoir plus encore que de réalité.” (*Compte rendu sténographique*, 1899, 9)⁹

Cette classe moyenne possédait donc les qualités indispensables à la paix sociale et elle était “la moyenne”. Mais que recouvre donc ce concept de la moyenne? On pourrait analyser longuement les métaphores de la moyenne mais je serai bref et schématique. La première métaphore situe la classe moyenne au milieu d’une structure sociale conçue comme structure spatiale: des gens mobiles entrent et sortent de ce terrain médian. Selon Pyfferoen, l’ouvrier peut garder l’espoir de devenir petit patron et

“par conséquent de s’élever jusqu’à la fortune en passant par ces classes moyennes.” (Pyfferoen, 1905, 838)

Cette image spatiale, est très présente dans le discours. Le deuxième sens est lui aussi évident: la moyenne sert de tampon entre des classes antagonistes. D’après du Maroussem, la classe moyenne constitue “un ensemble de classes qui forment un tampon entre des classes riches et des classes pauvres.”¹⁰ Pour Pyfferoen, “elle amortit les chocs entre les partis sociaux extrêmes” (Pyfferoen, 1905, 838). La troisième dimension de la métaphore est la moyenne aristotélicienne: la moyenne qui constitue l’état idéal parce qu’elle repousse des extrêmes. Martin Saint-Léon a utilisé le concept d’Aristote lui-même, en arguant que la classe moyenne était un “juste milieu” (Martin Saint-Léon, 1910,

⁹. Voir aussi Pyfferoen, 1899, 293.

¹⁰. P. du Maroussem au banquet de clôture, *Les Classes Moyennes*, 128.

204).¹¹ Selon Georges Duplat, il existe une force qui sert au maintien ou à la restauration de l'équilibre social, parallèlement à des forces qui maintiennent l'équilibre biologique et on trouve cette force dans la classe moyenne (Duplat, 1914, 97-8).¹² Le quatrième sens est étroitement lié au précédent: la position sociale engendre des dispositions sociales et politiques modérées et raisonnables. Blondel décrit les "*idées de modération et de sagesse vers lesquelles elles (les classes moyennes) sont naturellement inclinées*" (Blondel, 1908). Cette modération découle du cinquième sens attribué à la moyenne, le fait que la petite entreprise repose sur l'union d'éléments souvent séparés: l'ouvrier et le capital, la propriété et le travail, la production et la consommation, éléments dangereux quand ils sont polarisés, mais sains et salutaires quand ils s'imbriquent. Selon Duplat, on les appelle moyennes

"parce que l'appoint 'possession' ne suffit pas à l'exécution de sa fonction économique; elle doit y joindre le 'travail'; ensuite parce que cette union de travail et de la prospérité, qui se caractérise par le mélange 'du soi et du sien', établit une moyenne entre la possession et le travail et réalise un équilibre social." (Duplat, 1914,12)

Il y a enfin un sixième sens: la moyenne en tant que maillon de la chaîne sociale. C'est, pour Victor Brants,

"le lien personnel et moral entre patrons et ouvriers. C'est un lien personnel entre producteur et client, c'est, dit-on, un régime de paix." (Brants, 1902, 30)¹³

J'espère avoir ainsi démontré que le monde de la petite entreprise a bien été choisi pour jouer un rôle fondamental dans l'articulation d'une idéologie de paix sociale. Ses caractéristiques trouvent davantage leurs origines dans les idées leplaysiennes et catholiques sociales, dans la renaissance d'idées néo-Thomistes et dans les exigences d'une perspective idéologique, que dans une étude approfondie du monde complexe de la petite entreprise européenne de la fin du dix-neuvième siècle. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que la petite bourgeoisie est souvent définie par ce qu'elle n'est pas, c'est-à-dire les extrêmes. Pour la pensée sociale conservatrice, ou plus exactement pour certains courants de cette pensée, le lien n'est pas toujours évident entre l'image de ce groupe social qu'elle a façonné et ce qu'elle sait de la réalité de ce monde du petit patronat.

¹¹. Pour la formulation classique, voir Aristote, *La politique*, Livre 4, Chapitre 11.

¹². Voir aussi F. Funck-Brentano, 1903, 48-9; Lambrechts, 1931, 79.

¹³. Pour une discussion critique du mot *moyenne* et de ses différentes significations, voir Mougins, 1939, 296.

Problème majeur de ce discours: la classe moyenne présentée par ces intellectuels et écrivains est coulée dans un moule artisanal, alors que la petite bourgeoisie qui, à la fin du 19^e siècle, se mobilise en France et Belgique est dominée non par l'artisanat mais par les petits commerçants. Bien que toute généralisation soit périlleuse, il apparaît néanmoins que dans les pays de l'Europe de l'Ouest en voie d'industrialisation, l'artisanat devra affronter ses plus grands défis dans les années 1830 à 1850, une époque où la structure politique le maintenait au sein d'un milieu populaire et radical qui reflétait son engagement historique. Ces décennies représentent par contre une période de croissance et d'optimisme pour les commerçants qui ne rencontrent des difficultés d'ordre économique et social que vers la fin du dix-neuvième siècle, et dans un contexte politique tout à fait différent. Si comme nous le pensons le processus de découverte a trouvé une partie de son impulsion au sein même des mouvements de petits bourgeois, il faut souligner qu'en France et en Belgique ceux-ci se composaient principalement de boutiquiers. C'est l'inverse en Allemagne où l'artisanat l'emporte dans les mouvements du *Mittelstand* ainsi que dans les réponses politiques apportées aux revendications du petit patronat. Or l'Allemagne a exercé une grande influence sur les idées françaises et belges, en renforçant la tendance à calquer la représentation de la classe moyenne sur la petite entreprise artisanale et familiale d'autrefois.

L'image du petit commerçant était, il est vrai, peu séduisante, tout spécialement lorsque l'on prenait en considération ses rapports avec la clientèle ouvrière auprès de laquelle il faisait souvent figure d'exploitant. La conférence inaugurale de Louis Rivière, lors du Congrès de 1910, est caractéristique: il se réfère aux artisans pour énumérer les qualités des classes moyennes, et aux commerçants quand il présente leurs défauts (Rivière, 1910, 8). Comment résoudre cette contradiction au sein même de l'idéologie? La solution sera trouvée par le biais de l'attribution aux commerçants de qualités exactement opposées aux habitudes malsaines encouragées par les institutions du grand capital qui les menacent. Les prétendues qualités de l'artisan deviennent ainsi les caractéristiques de la petite entreprise en général.¹⁴

Il y avait donc un net fossé entre l'idéalisation du rôle des classes moyennes – artisanales et boutiquières – et la réalité. Victor Brants est on ne peut plus explicite:

¹⁴ Des représentants des petits commerçants ont de temps en temps contesté cette illusion, par exemple quand ils ont souligné que des associations ne pouvaient guère fournir aux détaillants les avantages qu'en tiraient les artisans. Voir les interventions de Moens et d'Attout-Van Cutsem à la séance consacrée aux associations lors du congrès de 1899 (*Compte rendu sténographique*, 1900, 363-8).

“Il serait puéril de représenter la classe moyenne comme un paradis de vertu. Nous avons parlé des abus du travail; l’irrégion, l’avarice, la dureté, l’orgueil, la déloyauté commerciale se trouvent là comme dans les autres classes, comme aussi, d’autre part, la sensualité, la vanité, la jalousie. Nous ne contestons pas, on le sait bien, les mérites que peuvent avoir les classes moyennes, mais il est ridicule et faux de les leurs assigner comme un privilège essentiel et de leur attribuer une sorte d’immunité sociale.” (Brants, 1902, 167)

Pour Brants, le problème n’est pas limité aux petits commerçants: en dépit de l’harmonie attendue, les conditions de travail dans beaucoup de petits ateliers restent très mauvaises.

Comment le discours de découverte et l’idéologie laudative décrite plus haut ont-ils géré cet écart entre leur idéalisation des classes moyennes et la réalité vécue par les petits patrons? Dès les années 1890, on peut identifier diverses stratégies visant à atténuer la portée de ces contradictions. D’aucuns se tournent vers l’avenir, et pensent à refondre la classe moyenne pour y intégrer ce que l’on appellera pendant l’entre-deux-guerres ‘la nouvelle classe moyenne’ constituée d’employés, de fonctionnaires et même d’actionnaires (Boltanski, 1982; Halbwachs, 1939). Mais cette solution rencontre peu d’échos avant la Première Guerre Mondiale, car l’idéologie des défenseurs de la classe moyenne exige qu’elle repose sur des entreprises indépendantes et familiales, fondées sur le capital et le travail. En outre leurs critiques féroces du ‘fonctionnarisme’ rend impossible l’élargissement du concept à ces professions en pleine croissance. Que les enfants des petits bourgeois cherchent à accéder à des postes de fonctionnaire est présenté comme un signe du pessimisme et de la dégradation du monde de la petite entreprise. D’après Frantz Funck-Brentano, les classes moyennes “sont impitoyablement poussées par la nécessité d’avoir non plus un métier, mais une carrière.” (*Compte rendu sténographique*, 1900, 89).

La construction d’une nouvelle classe moyenne n’étant pas bien perçue, une autre solution consiste à se tourner vers le passé pour rappeler le rôle des petits patrons dans les luttes communales d’autrefois pour la liberté et les droits civiques. Ces évocations sont très présentes dans la littérature de découverte, un peu comme si une identité du passé pouvait se dégager des tensions contemporaines et renforcer le rôle historique et moralisateur de la petite bourgeoisie. “Ils ont été autrefois le rempart de nos libertés communales”, note Pyfferoen à propos des petits patrons belges (Pyfferoen, 1899, 292). Le discours d’ouverture de Louis Rivière au congrès de 1910 présente, lui aussi, les classes moyennes comme étant au centre des traditions nationales de liberté et de modération en France: d’après lui on peut suivre ce rôle depuis l’activité des hommes libres qui, au pied du château féodal, ont constitué des bourgs libres, à travers l’artisanat médiéval et jusqu’au Tiers État en formation (Rivière, 1910, 4-5). Pour Théophile Funck-Brentano leurs origines étaient encore plus lointaines, remontant aux

“chevaliers chez les Romains, le citoyen libre dans la cité grecque, les corporations et maîtrises au moyen-âge, le tiers-état à la Renaissance, les petits propriétaires, industriels, commerçants modernes.” (Th. Funck-Brentano, *La Politique*, 1893, 53-4)

On trouverait ainsi un engagement historique en faveur de la liberté, de l'indépendance, et de droits communaux qui aurait façonné au sein des classes moyennes une identité capable de dépasser les tensions actuelles, et qui renforcerait leur attachement fondamental à l'esprit local.

Plus importantes que ces approches tournées vers l'avenir ou le passé, trois perspectives renforcèrent l'idée d'une moyenne idéalisée contribuant ainsi à sa persistance dans le discours: 1°) une conception optimiste des processus économiques, présentée surtout à travers l'"*utopisme électrique*"; 2°) la description d'une classe moyenne capable de représenter un renversement des valeurs morales; 3°) un encouragement à la modernisation de la petite entreprise et au développement des mouvements associatifs.

1°) Pour une idéologie dirigée contre la concentration économique prévue par les doctrines libérales et marxistes, il était essentiel que le discours laudatif sur la classe moyenne présente en même temps une conception optimiste des processus économiques.¹⁵ Dans cette perspective, il était nécessaire de rechercher les signes prouvant que le processus de concentration économique n'était pas inéluctable. En 1883 un conférencier à la Société d'Economie sociale prévoit ainsi que la décentralisation des forces motrices dans de petits ateliers permettrait l'émergence

“au sein de la population des villes d'une classe moyenne, analogue à celle des paysans propriétaires du sol, classe paisible, satisfaite de son sort et laborieuse.” (Denayrouze, 1883, 613-8)

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que l'on ait très vite adopté le moteur électrique avec un enthousiasme qui frisait l'utopie: il devait être le sauveur de la petite entreprise artisanale. Avec cette première forme d'énergie artificielle qui était susceptible d'être distribuée sur de longues distances pour faire fonctionner des petits moteurs dispersés, on croyait avoir trouvé la force capable d'arrêter et même de renverser le processus de concentration économique. Lors de son discours d'ouverture du Pavillon des Métiers à l'Exposition Internationale de Liège en 1905, le directeur de l'Institut Montefiore déclare que, avec l'outillage perfectionné et la force motrice à bon marché, les petits

¹⁵. Brants a mis en question le soi-disant caractère inexorable des lois économiques (Brants, 1902, 5-9).

patrons "pourront ainsi reprendre leur place au soleil comme dans le passé."¹⁶ Cet immense espoir placé dans "l'avenir électrique" s'accordait pourtant mal avec ce que les chercheurs avaient établi. Chargés par le gouvernement belge d'étudier les possibilités offertes aux petites entreprises par le moteur électrique, Julin et Dubois avaient mis en garde contre un discours présentant l'électricité

"comme une sorte de panacée, comme une baguette magique capable de transformer en une organisation idyllique les conditions de travail de la grande et de la petite industrie." (Dubois & Julin, 1902, 274)¹⁷

Les deux auteurs ne refroidirent pourtant pas l'enthousiasme de ceux qui voyaient dans le moteur électrique le sauveur de la petite industrie. Cette croyance devint une espèce d'incantation qui, mainte fois répétée, pourrait se transformer en réalité. Ainsi quand Henry Morel présente à la Société d'Economie politique et d'Economie sociale de Lyon une conférence sur le réveil de la classe moyenne, portant principalement sur les commerçants, toute la discussion qui suit son exposé se concentre sur le thème du moteur électrique et de ses possibilités pour des petits ateliers artisanaux (Morel-Journal, 1911).

2°) La deuxième perspective qui permet de perpétuer le discours sur cette moyenne idéalisée est basée sur le rôle attribué à la classe moyenne dans le renversement des valeurs morales. Selon cette approche, la petite bourgeoisie est bien plus qu'une simple force saine dans l'ordre social: les activités économiques qui la menacent (la production à grande échelle, les grands magasins, une frénésie de consommation) introduisent aussi au sein de la société des valeurs et des pratiques qui affaiblissent sa moralité et la paix sociale. La classe moyenne apparaît donc comme une alternative. On dénonce le caractère démoralisateur de l'usine: la transition de l'atelier à l'usine aurait entraîné le déracinement de la population par rapport à la religion, à la terre et au foyer. Les critiques portent également sur la production de masse et la diminution de la qualité des biens de consommation. "L'industrie tuerait l'art", a annoncé Hector Lambrechts (Lambrechts, 1911).¹⁸ On souligne encore les effets corrosifs de la consommation moderne créée par la grande industrie et la grande

¹⁶ *Bulletin de l'Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes (Bulletin IICM)*, août 1905. L'optimisme quant aux nouvelles possibilités offertes par l'électricité était très répandu. Beltran parle d'une 'électromania' qui saisit toute la société française au cours des vingt dernières années du dix-neuvième siècle (A. Beltran, 1989, 1114). Pour un autre exemple de l'optimisme des catholiques face aux possibilités du moteur électrique: van Lente, 1991, 106.

¹⁷ Voir aussi Julin, 1902, p. 232; Julin, 1904; Comte de Boissieu, 1903, 314-33.

¹⁸ Voir aussi Th. Funck-Brentano, "Préface", dans P. du Maroussem, 1891, 16.

distribution. Toujours selon Lambrechts, si l'on examine la psychologie moderne des consommateurs on découvre

“ dans un abaissement de niveau de moralité, dans la substitution du paraître à l'être, dans l'intensification du besoin de jouir, le terrain de culture idéal pour le triomphe du succédané, de la camelote qui fut concomitant du premier stade de la production en masse.”¹⁹

Albert Feyeux, lui, se plaint du changement constaté dans la boulangerie depuis son enfance: le pain viennois et l'étalage séduisant ont remplacé le commerce de jadis, où la boulangerie n'avait qu'un comptoir et des tablettes en bois “*d'une simplicité primitive*”, tandis qu'un perroquet dans une cage métallique représentait la seule ornementation.

“La simplicité des moeurs s'arrange très bien alors de cette installation modeste mais suffisante.” (Feyeux, 1887, 341)

La consommation devient une passion fondée non sur les besoins quotidiens mais sur l'excitation et la publicité.

Le grand coupable, la bête noire des mouvements de petits bourgeois ainsi que de ceux qui louaient les qualités de la petite entreprise, c'est bien sûr le grand magasin, concentration de tous les défauts moraux. Avec ses lumières et ses lustres, ses étalages exotiques, ses nouveautés et ses soldes saisonnières, il substitue à l'achat sain et traditionnel, une passion pour la nouveauté, pour la mode, et pour le “shopping” en tant que pratique sociale et divertissement. Le grand magasin a créé des besoins illusoires, dès lors il a non seulement perverti le caractère et la moralité de ses employés mais aussi de sa clientèle. Les employés sont privés des certitudes morales offertes par un cadre de travail familial (du Maroussem, 1894, 254; Martin Saint-Léon, 1911, 98; Bernard, 1906, 51-3). Le grand magasin mine également le rôle moralisateur des femmes dans la société, femmes dont on souligne par ailleurs le caractère passif: les employées féminines apparaissent telles des victimes dépourvues de toute protection; les clientes sont présentées comme faibles et impressionnables. Ces dernières sont détournées de leurs responsabilités familiales, tandis que des dépenses excessives et inutiles - même le vol à l'étalage - détruisent leurs capacités morales. Funck-Brentano raconte, au Congrès international de 1899, l'histoire émouvante de Mlle Marguerite Boulanger, une jeune femme vertueuse détruite par le puissant grand magasin. On l'a accusé d'avoir volé un petit rouleau de dentelle qui se trouvait dans les plis d'un en-cas qu'elle

¹⁹. *Bulletin IICM*, juin/juillet 1911, 456. Voir aussi Martin Saint-Léon, 1911, 16.

portait sur le bras. L'inspecteur du magasin l'entraîne dans un réduit, où la jeune fille est entièrement déshabillée. Après avoir remis ses vêtements, elle est reconduite jusque chez elle. Son appartement, ses commodes et ses armoires sont fouillés

"devant sa vieille mère épouvantée ... Il se trouvait que la pauvre fille était dans la période où la santé de la femme la rend plus impressionnable ... Elle changeait de couleur, des plaques violettes apparaissaient sur ses mains. Le surlendemain... elle expirait dans des douleurs atroces, criant son innocence ... elle mourait couverte des larmes de sa mère, de sa soeur, de son frère désespérés." (*Compte rendu sténographique*, 1900, 81-3).

Pour Funck-Brentano c'est beaucoup plus qu'une histoire malheureuse. Il y voit un excellent témoignage de l'état de désorganisation de la société, suite à la perte des traditions organisant le travail, la production et la vente. A travers cette critique de l'influence morale malsaine des grands magasins, apparaissent les qualités et la grande moralité attribuées à la classe moyenne.

3^e) Une troisième perspective sert à réconcilier les différences entre l'idéal et la réalité de la classe moyenne, il s'agit cette fois d'une "stratégie active": la construction d'un programme concret permettant de détourner les mouvements de la petite bourgeoisie de leurs traditionnels appels à l'Etat et de les réorienter vers un programme d'amélioration de leur classe et de ses pratiques. Un important débat se déroulait dans les revues et les livres, ainsi qu'aux congrès et aux conférences consacrés à la petite bourgeoisie. Il se structurait autour d'une polarité: d'une part, l'appel aux pouvoirs publics, d'autre part l'initiative libre. Oscar Pyfferoen explique la stratégie: "*Un certain nombre d'hommes de science*" collaboraient avec les mouvements de petits patrons pour leur ouvrir les yeux sur le "*véritable remède*" à leurs problèmes: l'association, la formation technique et professionnelle, les systèmes de crédit (Pyfferoen, 1905, 840-1). La solution associative, un idéal fondamental du catholicisme social, était fortement encouragée en Belgique par le succès des associations rurales comme le *Boerenbond belge* (Van Molle, 1990).²⁰ Dans cette perspective, une société stable et moralisatrice nécessitait l'existence de corps intermédiaires entre l'individu et l'Etat; les fonctions remplies autrefois par la commune et la corporation devenaient la responsabilité des nouvelles associations volontaires.²¹ Après quelques hésitations dans les années 1890, on voit naître peu après 1900 un programme cohérent, ciblé sur la petite

²⁰. Pour la France, voir *Les Classes Moyennes*, 71-2.

²¹. Voir par exemple Brants, 1885, 263-5.

bourgeoisie et qui encourage la création d'associations professionnelles, de systèmes de crédit coopératif, de différentes techniques visant à développer la formation professionnelle.

"On peut dire sans exagération que du groupement prompt et compact de la petite bourgeoisie dépend sa principale chance de survivance, et d'une façon absolue, tout son progrès technique et commercial." (Lambrechts, 1902, 254)

Examinons rapidement où nous en sommes arrivés dans notre démonstration. J'ai posé au début de cet article la question suivante: la classe moyenne a-t-elle été inventée dans le discours de certaines tendances conservatrices en France et en Belgique à la fin du 19^e siècle? J'y ai répondu très brièvement en postulant l'existence d'une idéalisation de la classe moyenne qui aurait joué un rôle précieux dans le discours sur la stabilité et l'ordre social tout en soulignant immédiatement que cette idéalisation était en relative contradiction avec la réalité du monde de la petite entreprise auquel on voulait l'appliquer. Je ne veux pas dire que la classe moyenne n'était créée que dans le discours; ni qu'elle n'était formée qu'au travers des processus classiques tant aimés des historiens traditionnels. Je défends au contraire l'idée que la classe moyenne est née en tant que groupe social de l'interaction entre ces deux phénomènes et que cette interaction entre "la classe inventée" et "la classe réelle" était indispensable à sa création. Elle doit sa naissance et son développement à l'impact qu'a eu sur elle - ou plus exactement sur les petits bourgeois organisés - le discours de ceux qui louaient les propriétaires de petites entreprises. Le discours de l'époque a ainsi contribué à construire un groupe social dont le caractère et le rôle étaient à la fois ambigus et mythiques. C'est dans ce sens que l'on peut parler de l'invention - et pas simplement de la découverte - de la classe moyenne. D'après Edouard Aynard au Congrès de 1910,

"les classes moyennes, instruites à votre école, apprendront ce qu'elles sont et ce qu'elles valent."²²

Il y a concomitamment un deuxième processus de construction de la classe moyenne pendant ces années. Les propriétaires de petites entreprises indépendantes se mobilisent dans des associations professionnelles, des groupes de pression, des congrès de métiers et des fédérations, souvent fragiles, sur le

²². Conférence prononcée au banquet de clôture, *Les Classes Moyennes*, 124.

plan national.²³ Une fraction croissante de la petite entreprise se défend et demande à être entendue (Nord, 1986, Jaumain, 1995). L'identité petite bourgeoise sera façonnée par l'interaction des différentes sphères: la conjoncture politique qui accorde aux petits bourgeois une nouvelle importance électorale, la mobilisation qui permet à la petite entreprise de manifester publiquement sa présence, et le discours de ceux qui ont investi la classe moyenne d'un rôle et d'une importance nouvelle. Ceux qui prétendaient ainsi avoir découvert la classe moyenne et sa fonction sociale ont tenté de répandre leurs idées au sein même des organisations de la petite bourgeoisie. Ils assistaient à leurs réunions, invitaient leurs leaders aux congrès qu'ils organisaient eux-mêmes, et cherchaient sans relâche à orienter les activités de ces organisations dans une direction qu'ils jugeaient juste et raisonnable. On a donc établi un discours, un vocabulaire, une structure d'idées, qui tendaient à situer la petite entreprise et ses propriétaires au sein d'un univers moral auquel pouvaient se référer les organisations et les représentants de la petite bourgeoisie. Ces idées furent peu à peu intégrées dans le mode d'argumentation de ces organisations et de leurs représentants. Dans leurs journaux, leurs interventions et leurs pétitions, ils argumentent de plus en plus souvent en se référant à cette idéologie de la moyenne. Restons néanmoins très prudents: il y a une nette différence entre le discours formel des organisations de petits patrons et les interventions de leurs porte-parole d'une part, et d'autre part les adhérents de ces organisations et les très nombreux petits bourgeois qui ne participent jamais à la vie associative. Les témoignages recueillis en Belgique par la Commission Nationale de la Petite Bourgeoisie en sont déjà une excellente illustration mais pour répondre en toute certitude, il faudrait dépouiller les enquêtes, les journaux et les comptes rendus des congrès afin de bien distinguer les différents niveaux de discours, et établir leur rayon de diffusion. Il faut toutefois reconnaître que les intervenants aux congrès organisés d'en haut ont adopté – même sans s'en rendre compte – le langage de leur auditoire, pour l'influencer. Quels qu'en furent les moyens ou les raisons, ce discours a imprégné les organisations de la classe moyenne, et leur a fourni une idéologie de la moyenne qu'elles n'ont pas manqué d'utiliser dans leur argumentation. Les catholiques sociaux et les leplaysiens n'étaient donc pas les seuls à inventer la classe moyenne. On peut dire que, d'une certaine manière, la petite bourgeoisie a collaboré à sa propre invention.

L'interaction entre ceux qui prônaient une classe moyenne idéalisée et les organisateurs du mouvement associatif ne se déroula pas sans difficultés.

²³. Brants l'a reconnu quand il a remarqué que "c'est le mouvement, l'agitation qui a déterminé les recherches et nous croyons bien que cette fois elle n'a pas été inutile à la science": Brants, 1902, 5-6.

Quelques signes l'indiquent de temps à autre. Un boulanger bruxellois, en colère contre l'ordre du jour d'un congrès annonçant un débat sur la limitation de la journée de travail des magasins, proteste:

"Il est tout aussi regrettable de constater que les porte-parole et porte-drapeaux ... soient les messieurs qui ne sont pas petits bourgeois du tout et ne comprennent pas un traître mot aux affaires commerciales."²⁴

Ces explosions étaient rares. Tout était mis en œuvre par les organisateurs des congrès afin de les éviter mais la distance entre ceux qui façonnaient cette image laudative et les petits bourgeois qu'ils prétendaient décrire, restait néanmoins un problème au sein même du discours.

3. LES PARTICULARITÉS DE LA SITUATION BRITANNIQUE

La dichotomie proposée par le titre de cet article, formation ou invention de la classe moyenne, est une dichotomie trompeuse, parce que, nous venons de le montrer, en France et en Belgique les deux processus se déroulent au même temps et avec une interaction continue entre eux. Qu'en est-il en Grande-Bretagne, un pays où la petite bourgeoisie était aussi nombreuse et connaissait les mêmes difficultés qu'ailleurs? La réponse est complexe. La petite bourgeoisie britannique se retrouvait au sein d'une gamme variée d'associations professionnelles, mais en temps que groupe structuré elle était totalement absente de la scène politique. En outre, aucun intellectuel, aucun groupe politique n'a jamais suggéré qu'elle pourrait tenir un rôle prioritaire dans l'établissement ou le maintien de la paix sociale. Ce constat me semble particulièrement intéressant pour mieux comprendre ce qui se passe au même moment dans d'autres pays européens.

On a l'impression que le monde de la petite entreprise avait besoin d'être une "classe inventée" pour se distinguer. Peut-être était-ce spécialement important pour une formation sociale dont les définitions structurelles restaient ambiguës voire contradictoires. Mais cette réponse est trop rapide. Pour l'affiner, il convient de mieux appréhender le contexte britannique qui, d'une part, a refusé à la petite bourgeoisie l'espace politique et social dans lequel elle aurait pu se développer, et qui, d'autre part, n'a offert ni l'encouragement ni l'espace nécessaire aux mouvements qui auraient pu trouver dans

²⁴ M. Lebon au *Congrès international de la boulangerie*, 28 & 29 août 1910, 90.

une "nouvelle moyenne" les bases de la paix sociale. En d'autres mots, il faut examiner, dans la dernière section de cet article, les particularités du cas britannique, car l'analyse du processus de découverte et d'invention ailleurs en Europe fournit une dimension additionnelle qui permet de mieux comprendre la faiblesse de l'identité petite bourgeoise en Grande-Bretagne.

J'ai abordé précédemment ce problème dans la perspective d'un historien britannique qui commençait ses recherches sur la classe moyenne et était frappé par les précieuses leçons offertes par une analyse comparée (comme le remarque Rudyard Kipling, "*And what should they know of England, who only England know?*" (Kipling, 1940, 221)).

Cette approche m'a permis de constater deux choses essentielles: 1°) la position économique et structurelle de la petite entreprise britannique n'était pas tellement différente de sa situation dans d'autres pays; 2°) la voix politique et sociale de la petite entreprise était par contre beaucoup plus discrète. Dans un article publié il y a un peu plus de dix ans, j'ai cherché à expliquer la réponse des organisations de commerçants britanniques aux problèmes posés par une concurrence croissante, et tout particulièrement à l'entrée du grand capital dans le commerce de détail. J'ai tenté de comprendre pourquoi les appels à l'aide adressés à l'Etat étaient aussi rares en Grande-Bretagne (la comparaison avec les autres mouvements européens était frappante). Plusieurs facteurs explicatifs paraissaient pouvoir être avancés: la représentation de l'Etat dans la culture politique de la Grande-Bretagne au 19^e siècle; la méfiance à l'égard de celui-ci entretenue par la tradition radicale, une tradition dont a hérité le libéralisme auquel la plupart des boutiquiers étaient très attachés; l'influence du régime fiscal (par exemple l'absence de la patente); l'inexistence d'institutions officielles ou quasi officielles concernant le monde de la petite entreprise (tribunaux de commerce, chambres de commerce, etc.) et qui, dans d'autres pays, ont incité la petite bourgeoisie à se tourner vers l'Etat pour résoudre ses problèmes; la structure des partis politiques qui n'ont pas accordé aux petits bourgeois un rôle électoral significatif; enfin l'importance pour la société britannique, et surtout pour ce petit patronat artisanal et commerçant, d'un protestantisme non-conformiste qui a toujours soutenu des conceptions très individualistes. C'est l'ensemble de ces facteurs qui ont contribué à l'absence, dans les rangs de la petite bourgeoisie britannique, de revendications dirigées spécifiquement vers l'Etat. Ces facteurs expliquent également la faiblesse de l'identité sociale de la petite bourgeoisie en Grande-Bretagne (Crossick, 1984).

Si je réécrivais aujourd'hui cet article, j'insisterais beaucoup plus sur l'absence de ce processus de découverte et d'invention objet du présent article. Non seulement il ajoute un élément essentiel à la compréhension de la situation britannique, mais surtout il souligne le rôle essentiel tenu en Belgique et en France par les groupes de catholiques sociaux et de leplaysiens qui sont à

l'origine de ce discours. En Grande-Bretagne on ne trouve rien d'équivalent. Personne ne songe à chercher dans la petite entreprise une force stabilisatrice pour une société en voie de division, une force moralisatrice pour une société en train de perdre ses principales valeurs. Il n'y a en Grande-Bretagne aucun équivalent à cette littérature de la découverte, aucun déluge d'œuvres analysant l'avenir de la petite entreprise et la nécessité de son maintien pour sauvegarder la société elle-même. En Grande-Bretagne, le sort de la petite bourgeoisie n'intéresse pas grand monde: ni les hommes politiques, ni les intellectuels, ni les réformateurs sociaux. Même la petite bourgeoisie semble peu intéressée par la promotion de son image. Les organisations pas plus que les porte-parole de la petite entreprise n'insistent sur son identité. Ils ne lui attribuent aucun rôle social spécifique, du moins aucun rôle "extra-commercial". Après une lecture intensive des journaux et des congrès de petits-bourgeois ailleurs en Europe, on ne peut être que surpris par ce manque d'intérêt de la petite bourgeoisie britannique pour son importance sociale. Les paroles d'un leader commerçant de la fin du 19^e siècle sont très révélatrices:

"Nous admettons que, dès que le moment arrive où nous cessons d'être utile à la société, aussitôt que le moment arrive où une autre organisation se présente pour vendre aux consommateurs à meilleur marché ou d'une manière plus efficace, notre métier est perdu."²⁵

Ainsi, la survie des commerçants ne semble devoir être liée qu'à leurs capacités et à leurs succès commerciaux, car on trouve là leur unique raison d'être. Leur identité reposerait exclusivement sur leur rôle en tant qu'hommes d'affaires, sur leur place aux premiers rangs du monde de l'entreprise. Ils n'ont jamais tenté de s'attribuer un quelconque rôle social ou moralisateur. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette absence d'idéologie d'autodéfense. Une de celles-ci est précisément liée à l'argument développé dans le présent article et qui veut que deux facteurs s'entremêlent: d'une part l'absence de discours venant de l'extérieur du groupe, d'autre part le manque d'insistance sur le caractère indispensable du petit patronat. Cette explication ne fonctionne pas en sens unique. Elle ne signifie pas que l'absence de discours intellectuel et politique de la part des autres explique l'absence de conscience ou d'identité au sein de la petite bourgeoisie. Les deux facteurs sont étroitement imbriqués. Il ne faut pas oublier que l'une des raisons de la quantité de publications et de congrès en France et en Belgique provient de la nécessité ressentie par les écrivains et par les hommes politiques de répondre aux mouvements petits

²⁵ J. Debac, au premier National Chamber of Trade: Select Committee on Co-operative Stores, *Parliamentary Papers*, 1878-79, x, Q. 527.

bourgeois en train de se constituer afin de canaliser leurs forces vers des activités "raisonnables".

Il y avait peu de contacts entre la Grande-Bretagne et les groupes qui, ailleurs en Europe, louaient le rôle social de la petite entreprise. Le constat n'est guère surprenant: en Grande-Bretagne les idées des catholiques sociaux n'ont eu aucun impact, et celles de Le Play furent reçues de façon très ponctuelle et très sélective.²⁶ Les contacts étaient tout à fait marginaux. La Société d'économie sociale - l'organisation leplaysienne en France - n'avait que deux membres en Grande-Bretagne en 1910: l'attaché à l'ambassade de France à Londres, et le consul du Chili.²⁷ Un seul représentant britannique assista à une réunion de l'Institut International des Classes Moyennes. Il s'agit d'Henry W. Wolff qui fut présent à la réunion plénière organisée à Vienne en 1908.²⁸ Wolff avait été attiré par son intérêt pour les banques de crédit agricole, qui le mit en contact avec Hector Lambrechts.²⁹ En parcourant les oeuvres de Wolff, on ne trouve pratiquement aucune référence au discours d'autres Européens sur la classe moyenne. Il écrivit, en 1911, dans le *Bulletin de l'Institut International des Classes Moyennes*, un long et passionnant article au sujet de "La question des consommateurs". Il y soulève le problème de l'artisanat, mais n'a rien à dire sur la valeur sociale de la classe moyenne. Il propose aux artisans un avenir fondé d'une part sur la production pour des consommateurs riches et, d'autre part, sur l'industrie à domicile pour freiner l'exode rural. Il insiste explicitement sur le fait que la société n'a aucun devoir vis-à-vis des classes moyennes; tout au plus, a-t-elle intérêt à ce que la petite industrie survive pour protéger la société contre la domination économique d'une grande industrie dépourvue de concurrents.

Je pourrais continuer à énumérer les quelques points de contact entre le mouvement européen de la petite bourgeoisie et la Grande-Bretagne, mais l'essentiel me paraît être la pauvreté de ces liens. Je ne suggère pas que dans les autres pays d'Europe occidentale la réponse principale à la crise sociale de la fin du 19^e siècle consistait à transformer la classe moyenne en classe tampon et moralisatrice. Il est bien évident que, même parmi les catholiques

²⁶. On en retint essentiellement la méthodologie de l'étude de cas et l'importance des régions, empruntées aux idées de Le Play par une partie des sociologues et des géographes britanniques du début du vingtième siècle (Mogey, 1956; Halliday, 1968; Gottschalk, 1937).

²⁷. *La Réforme sociale*, lix, 1910, p. 37.

²⁸. *Bulletin IICM*, octobre-novembre 1908, p. 100.

²⁹. Henry W. Wolff a été Président de l'International Co-operative Alliance. Ses intérêts principaux portaient sur l'agriculture, les banques de crédit, et les services de crédit aux agriculteurs (Wolff, 1893; Wolff, 1907; Wolff, 1912. On l'a invité aux congrès français, par exemple à la Chambre de Commerce de Toulouse en 1893, et au VI^e Congrès des Banques populaires françaises l'année suivante.

sociaux, l'essentiel restait "la question ouvrière". En feuilletant les *Annales* et des *Mémoires et Documents* du Musée social à Paris, on se rend rapidement compte que, même dans les publications des leplaysiens, les références à la classe moyenne restent marginales.³⁰ En leur sein, il y eut, tout au plus, un groupe minoritaire qui se tourna vers la petite bourgeoisie pour y trouver une solution à la crise sociale. La situation était totalement différente en Grande-Bretagne. Dans ce pays, la réponse intellectuelle la plus cohérente à la crise sociale fut le "*Liberal Idealism*", un mouvement qui a suivi le philosophe Idéalist T.H. Green (Richter, 1964) et était centré sur les rapports et les devoirs réciproques des riches et la classe ouvrière; il ne faisait par contre aucune mention de l'éventuel rôle stabilisateur du petit patronat. L'intervention de la petite bourgeoisie dans le discours politique en Grande-Bretagne ne se fit pas en tant que petit patronat mais plutôt dans les rôles beaucoup plus marginaux de contribuables et de propriétaires de logements ouvriers. Cette intervention mena d'ailleurs très vite à une impasse. Les gouvernements britanniques, quel que en fût le parti, n'étaient pas mécontents de sacrifier ces petits propriétaires lors des débats politiques sur les questions du logement et de la propriété (Englander, 1983, 75s; D. McCrone & B. Elliott, 1989, 223-8, Daunton, 1990, 227).

En l'absence d'un discours louant la petite entreprise, en Grande-Bretagne, la question sociale se limitait à la question ouvrière, et rares étaient ceux qui tentaient de l'élargir. L'intérêt pour les questions liées à la petite propriété était tout à fait marginal. Chez les conservateurs, on trouve dès les années 1880 le concept de "l'individualisation de la propriété". D'après Thomas MacKay du Charity Organisation Society,

"Le problème pour l'avenir est de trouver une solution à cette difficulté: comment peut-on réaliser l'individualisation de la propriété?" (Perkin, 1989, 151)

mais ces projets concernaient les petits cultivateurs et l'accès des ouvriers agricoles aux lopins de terre. Les partisans de ces idées cherchaient à établir des remparts pour protéger la grande propriété – en particulier la grande propriété foncière – contre les menaces de la démocratie et du socialisme. Leur attention – qui n'a pas duré bien longtemps et qui est toujours restée très minoritaire – s'est portée sur la petite propriété (le logement, la petite culture et les lopins de terre). Il n'y avait aucun intérêt pour la petite entreprise.

³⁰ Le rapport de Et. Martin Saint-Léon, ("Le III^e Congrès international des classes moyennes" dans *Le Musée social*, décembre 1911, 357-79) représente une exception aussi rare que modeste. En ce qui concerne l'institution elle-même, voir Sanford Elwitt, 1979-80.

La spécificité de la situation britannique était l'hégémonie presque totale des idées économiques prévoyant un avenir dominé par des entreprises de grande envergure.³¹ Par conséquent les débats touchant la petite industrie portaient sur le 'sweating-system', présenté comme une déformation à la fois aberrante et inévitable de la petite entreprise face au processus de concentration capitaliste, une déformation expliquée par la disponibilité d'une main-d'œuvre bon marché composée des femmes et des enfants des quartiers pauvres.³²

Il y avait un autre débat au sujet de la petite industrie mais il ne portait que sur l'artisanat à la campagne, souvent sur les anciens métiers ruraux si séduisants aux yeux des intellectuels et des artistes rassemblés sous l'étiquette de "Arts and Crafts Movement". Leurs préoccupations étaient d'une part d'assurer le renouveau des anciens métiers d'art, d'autre part d'arrêter l'exode rural. L'exemple de l'électricité est à nouveau très révélateur du manque d'intérêt pour les problèmes de la petite entreprise. Je l'ai présenté comme un des éléments du discours optimiste sur la petite industrie, ailleurs en Europe. A l'inverse, en Grande-Bretagne, l'enthousiasme suscité par le moteur électrique n'a guère rendu compte de ses avantages éventuels pour la petite entreprise. Un article publié en 1902 dans *Chambers Journal* et intitulé "Electricity in the Workshop" ("L'électricité dans l'atelier") ne porte que sur la grande industrie. A la fin de l'article on trouve un résumé rapide des autres usages et il fait à ce moment une brève mention des petits ateliers, mais seulement après avoir fait référence à l'aide offerte par l'électricité au fonctionnement des ascenseurs et des ventilateurs, et même après une considération sur l'intérêt du moteur électrique pour actionner la soufflerie des orgues d'église.³³ A la fin du 19^e siècle, on retrouve le même manque d'intérêt dans tous les articles relatifs à l'électricité. Le moteur électrique, faussement désigné ailleurs en Europe comme le sauveur de la petite industrie, est présenté par ses défenseurs britanniques les plus enthousiastes sans faire aucune mention de la petite entreprise. Ce sera seulement dans les années 1920 et 1930 que la petite industrie trouvera sa place dans ce discours, dans le cadre de l'image d'une campagne électrifiée (B. Luckin, 1990,73-90). Une série d'articles et de livres proposeront l'électricité comme l'un des facteurs qui pourrait relancer et renouveler l'artisanat rural et, par conséquent, revigorer

31. Des voix critiques autour de Ruskin et Morris avaient un peu d'influence sur le plan esthétique mais très peu en ce qui concerne la stratégie économique.

32. Pour les implications de ces présuppositions à l'égard des petits ateliers juifs des quartiers Est de Londres, voir la discussion intéressante de Feldman, 1994, 185-90.

33. "Electricity in the workshop", *Chamber's Journal*, 79, janvier 1902, pp. 109-12. Voir aussi "The industrial development of electricity", *All the Year Round*, 75, 1894, pp. 328-32, qui présente une gamme d'usages de l'électricité dans le monde du travail et le monde domestique, mais ne dit rien à propos de la petite entreprise.

la vie du village.³⁴ Selon R.B. Matthews dans son livre *Electro-Farming*,

“avec un bon matériel électrique on pourrait enrayer la migration lamentable de la campagne à la ville, qui reste un problème de notre époque.” (Matthews, 1928, 112)

L'électricité a donc joué un rôle important en Grande-Bretagne non pas pour contribuer au sauvetage de la classe moyenne, mais pour permettre le renouvellement de la vie rurale et de ses valeurs. Si l'on a rendu compte des possibilités du moteur électrique pour la petite entreprise, c'est à travers une critique de la modernité spécifiquement britannique, une critique qui ne s'occupait ni des questions de taille des entreprises ni des classes sociales, mais de la division culturelle et morale entre la ville et la campagne. On pourrait proposer l'hypothèse selon laquelle le mythe d'un monde rural idéal a joué dans la société britannique, entre 1880 et 1914, un rôle parallèle au mythe de la classe moyenne ailleurs en Europe. Depuis les dernières décennies du 19^e siècle, on note en effet un intérêt croissant pour la campagne dans l'idéologie britannique et tout spécialement dans l'idéologie conservatrice. Le monde rural idéalisé est utilisé comme critique du monde actuel, en érigeant un mythe alternatif auquel on peut le comparer. Ses particularités, opposées aux défauts de la vie urbaine, sont: la nature, les rapports naturels, la communauté, l'honnêteté, la permanence, l'histoire. Il y avait surtout l'image du village en tant qu'expression de valeurs naturelles et de rapports sociaux harmonieux - tout ce que la modernité était en train de détruire. Aucun projet politique n'est cependant issu de ce mythe rural, il ne s'est trouvé aucun groupe social auquel on aurait pu le lier et surtout, comparé à l'idéalisation de la classe moyenne, ce mythe était détaché des questions économiques. La campagne qu'il décrivait était protégée de la ville, mais aussi de l'agriculture, car les activités et les odeurs agricoles menaçaient les idéaux de repos et de tranquillité.³⁵

4. CONCLUSION

Il est frappant que des questions soulevées par les “amis” de la petite entreprise ailleurs en Europe soient si peu nombreuses en Grande-Bretagne, et qu'elles soient présentées dans un contexte tout à fait différent. Les rares débats autour de la petite propriété, de la petite industrie et de l'électricité ne portent pas

³⁴ Un renouvellement des métiers traditionnels pour endiguer l'exode rural avait été proposé depuis longtemps, certainement depuis les projets peu pratiques de Ruskin (Marsh, 1982, 158s.)

³⁵ Sur l'idéologie de l'idéalisation du monde rural: Howkins, 1986; Marsh, 1982; Crossick, *Urbanization*, 1994, 65-71.

sur la classe moyenne idéalisée mais sur la défense d'une campagne également mythique. Certes, l'idéalisation d'une classe moyenne mal définie a existé en Grande-Bretagne comme partout en Europe pendant la première moitié du 19^e siècle. Toutefois le discours sur la classe moyenne qui en France, en Belgique et en Allemagne se concentre, dès les années 1880, sur la petite entreprise, n'eut aucun équivalent Outre-Manche. De temps en temps, entre 1890 et 1914, on discerne quelque intérêt pour ce qu'on appelait "the middle classes" - une association de courte durée, un article dans un journal - mais le terme désignait les contribuables en général et certainement pas la petite entreprise. L.P. Sydney, fondateur du Middle Class Defence Organisation est le seul représentant d'une association britannique à assister à un congrès de la classe moyenne, à Limoges en 1911. Ses paroles, très rhétoriques et vides de contenu, ne portaient pas sur des groupes sociaux ou professionnels, mais se concentraient sur une dénonciation du socialisme.³⁶ La force sociale de la moyenne avait bel et bien disparu au moment où elle avait trouvé un regain de vie dans d'autres pays.

Revenons aux paroles du vice-président de l'association bruxelloise citées au début de ce texte. Et pour qui le seul programme de son organisation

"est l'amélioration du sort des classes moyennes de la petite bourgeoisie, cette couche sociale si intéressante *qui existe et que nous n'inventons pas.*"

On pourrait considérer cet article comme une sorte de large réflexion à partir de cette citation. Je suis cependant d'accord avec le propos de l'orateur: il y avait bel et bien un monde de la petite entreprise qui existait, et duquel était issu un groupe complexe mais réel, que l'on appelle la petite bourgeoisie.³⁷

³⁶. Association de Défense des Classes Moyennes, *Les Études Fiscales et Sociales. Troisième Congrès annuel (novembre 1910)*, Limoges, 1911, 117-9. La Middle Class Defence Organisation, a été fondée à Londres en 1906 pour lutter contre des politiques du gouvernement libéral en faveur de la classe ouvrière. On trouve un autre indice des soucis des imposables à travers le débat qui a suivi l'article de G. Sims, "The bitter cry of the middle classes", dans le quotidien *The Tribune*, 17 juillet 1906. Voir aussi Bullock, 1906, pp. 411-20. R.H. Gretton, exclut explicitement les propriétaires des petites entreprises de sa définition de la *middle class* qui repose essentiellement sur le grand capital et des professions libérales (Gretton, 1917, 8-12).

³⁷. Je suis tout à fait conscient que l'on ne peut affirmer l'existence d'une classe ou d'un phénomène purement objectif auquel on opposerait des créations fictives, et que même la petite bourgeoisie au dix-neuvième et vingtième siècles prenait forme à travers des perceptions et des représentations de la société contemporaine. Néanmoins, je reste très réticent face aux tendances actuelles de l'histoire sociale qui présentent une égalité des discours, qui affirme l'absence de phénomènes extérieurs aux discours et auxquels on pourrait comparer ces discours.

Par contre, je conteste un autre aspect de son affirmation. La classe moyenne à laquelle on a accordé tant d'importance pendant ces années était vraiment une invention – une classe moyenne idéalisée, construite par les arguments et les débats des intellectuels et des réformateurs angoissés face à des changements sociaux qu'ils tentaient de freiner. Les deux processus ne constituent donc pas une alternative. *L'invention* de la petite bourgeoisie et sa *formation* se présentent à travers mon analyse comme deux phénomènes entremêlés. C'est l'absence de ces deux processus en Grande-Bretagne, et l'analyse des raisons de cette lacune, qui souligne toute l'importance de deux tendances fondamentales de l'histoire sociale d'aujourd'hui: d'une part l'attention aux questions de langage et de discours, et d'autre part l'analyse comparée.

BIBLIOGRAPHIE

Association de Défense des Classes Moyennes, *Les Études Fiscales et Sociales. Troisième Congrès annuel (novembre 1910)*, Limoges, 1911.

AYNARD (E.) "Le petit commerce et l'industrie", dans *Les Classes Moyennes dans le Commerce et l'Industrie. XXIX^e Congrès de la Société internationale d'économie sociale*, Paris, 1910.

BECKERS (R.), "La cordonnerie à Louvain", dans la Commission Nationale de la Petite Bourgeoisie, *Enquêtes écrites, Monographies*, tome 1, 1904, pp. 284-6.

BELTRAN (A.), "Du luxe au coeur du système. Electricité et société dans la région parisienne (1880-1939)", *Annales E.S.C.*, 1989, pp. 1113-1136.

BERNARD (J.), *Du mouvement d'organisation et de défense du petit commerce français*, Thèse de droit, Université de Paris, 1906.

BLONDEL (G.), "La petite bourgeoisie", *La réforme sociale*, xlii, 1901, pp. 836-839.

BLONDEL (G.), "Le problème des classes moyennes. Aperçus français", *Bulletin de l'Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes*, mai 1908, pp. 40-42, 49-52.

BOLTANSKI (L.), *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, 1982.

BRANTS (V.), *La Lutte pour le Pain Quotidien. Précis des leçons d'économie politique*, Paris, 1885.

BRANTS (V.), *La petite industrie contemporaine*, 2ème édition, Paris, 1902.

BROOKE (M.Z.), *Le Play: engineer and social scientist. The life and work of Frédéric Le Play*, London, 1970.

BULLOCK (S.) et al., "The burden of the middle-classes", *Fortnightly Review*, New Series, 80, 1906, pp. 411-20.

CHOLVY (G.) et HILAIRE (Y. M.), *Histoire religieuse de la France contemporaine. Vol 2, 1880-1930*, Toulouse, 1986.

Les Classes Moyennes dans le Commerce et l'Industrie. XXIX^e Congrès de la Société internationale d'économie sociale, Paris, 1910.

Compte rendu sténographique du Congrès International de la Petite Bourgeoisie, tenu à Anvers le 17 et 18 septembre 1899, Bruxelles, 1900.

CONAN DOYLE (Sir. A.), "Silver Blaze" (1892), dans ID. *The Memoirs of Sherlock Holmes*, Harmondsworth, 1975 édition, pp. 7-34.

CROSSICK (G.) et HAUPT (H.-G.) (eds.), *Shopkeepers and Master Artisans in Nineteenth-Century Europe*, London, 1984.

CROSSICK (G.), "Shopkeepers and the state in Britain, 1870-1914", dans G. CROSSICK et H.G. HAUPT (eds), *Shopkeepers and Master Artisans in Nineteenth-Century Europe*, London, 1984, pp. 239-69.

CROSSICK (G.), "Urbanization, migration and arcadian myths in late-Victorian Britain, 1870-1914", dans H.-G. HAUPT & P. MARSCHALK (eds.), *Städtische Bevölkerungsentwicklung in Deutschland im 19. Jahrhundert. Soziale und demographische Aspekte der Urbanisierung im internationalen Vergleich*, Scripta Mercaturae Verlag, St. Katharinen, 1994, pp. 41-72.

CROSSICK (G.), "Metaphors of the middle: the discovery of the petite bourgeoisie 1880-1914", *Transactions of the Royal Historical Society*, 6th Series, 4, 1994, pp. 251-79.

CROSSICK (G.) et HAUPT (H.-G.), *The Petite Bourgeoisie in Europe 1780-1914. Enterprise, Family and Independence*, London, 1995.

DAUNTON (M.), "Housing", dans F.M.L. THOMPSON (ed.), *The Cambridge Social History of Britain 1750-1950*, Cambridge, 1990, vol. 2, pp. 195-250.

DE BOISSIEU (le Comte), "L'emploi du moteur mécanique dans la petite industrie parisienne", *La science sociale*, 36, 1903, pp. 314-33.

DE BOISSIEU (le Comte), "Le moteur électrique et l'industrie à domicile dans la région lyonnaise", *La Réforme sociale*, lv, 1908, p. 655-668, 731-744.

DENAYROUZE (M.), "La décentralisation des forces motrices et la reconstitution des ateliers domestiques", *La Réforme sociale*, v, 1883, pp. 613-8.

DUBOIS (E.) et JULIN (A.), *Les Moteurs électriques dans les industries à domicile*, Bruxelles, 1902.

DU MAROUSSEM (P.), *La Question ouvrière*. vol. 1. *Charpentiers de Paris. Compagnons et Indépendants*, Paris, 1891.

DU MAROUSSEM (P.), *La Question ouvrière*. vol. 2. *Ebénistes du Faubourg St-Antoine*, Paris, 1892.

DU MAROUSSEM (P.), *La question ouvrière*. vol. 3. *Le jouet parisien. Grands magasins. "Sweating-system"*, Paris, 1894.

DUPLAT (G.), *La classe moyenne. Son rôle social. Son action politique. Sa situation économique. Les réformes urgentes*, Bruxelles, 1914.

ELBOW (M.H.), *French Corporative Theory, 1789-1848. A Chapter in the History of Ideas*, New York, 1953.

ELWITT (S.), "Social reform and social order in late nineteenth-century France: the Musée Social and its friends", *French Historical Studies*, 11, 1979-80, pp. 431-51.

ENGLANDER (D.), *Landlord and Tenant in Urban Britain 1838-1918*, Oxford, 1983.

FELDMAN (D.), *Englishmen and Jews: Social Relations and Political Culture, 1840-1914*, New Haven & London, 1994.

FEYEUX (A.), "Un nouveau livre des métiers - 1. La boulangerie parisienne", *La science sociale*, 4, 1887, p. 323-50, 515-45.

FUNCK-BRENTANO (F.), *Grandeur et décadences des classes moyennes*, Paris, 1903.

FUNCK-BRENTANO (TH.), *La Politique. Principes. Critiques. Réformes*, Paris, 1893.

GOTTSCHALK (M.), "L'Institut de Sociologie Le Play à Londres. Son but, ses activités", *Revue de l'Institut de Sociologie*, 17, 1937.

GRETTON (R.H.), *The English Middle Class*, London, 1917.

HALBWACHS (M.), "Les caractéristiques des classes moyennes", dans R. ARON et al., *Inventaires III: Classes Moyennes*, Paris, 1939, pp. 28-52.

HALLIDAY (R. J.), "The sociological movement, the Sociological Society and the genesis of academic sociology in Britain", *Sociological Review*, 16, 1968, pp. 377-398.

HEIRWEGH (J.-J.), "La doctrine de Frédéric Le Play en Belgique et au Canada", dans G. KURGAN-VAN HENTENRYK (ed.), *La question sociale en Belgique et au Canada*, Bruxelles, 1988, pp. 139-47.

HOWKINS (A.), "The discovery of rural England", dans R. COLLS & P. DODDS, eds.,

- Englishness. Politics and Culture 1880-1920*, London, 1986, pp. 62-88.
- JAUMAIN (S.), *Les petits commerçants belges face à la modernité*, Bruxelles, 1995.
- JULIN (A.), "Les industries à domicile et les moteurs électriques", *La Réforme sociale*, xliv, 1902, pp. 309-332.
- JULIN (A.) "L'outillage mécanique de l'atelier familial", *La Revue sociale catholique*, ix, 1904-05, pp. 289-317.
- KIPLING (R.), "The English Flag" (1891), dans *The Definitive Edition of Rudyard Kipling's Verse*, London, 1940.
- KOSHAR (R.) (ed.), *Splintered Classes: Politics and the Lower Middle Classes in Interwar Europe*, New York, 1990.
- KURGAN (G.) et JAUMAIN (S.) (éds.), *Aux frontières des classes moyennes. La petite bourgeoisie belge avant 1914*, Bruxelles, 1992.
- LAMBERTS (E.) (ed.), *Een Kantelend Tijdperk. De wending van de Kerk naar het volk in Noord-West-Europa*, Louvain, 1992.
- LAMBRECHTS (H.), *Le problème social de la petite bourgeoisie envisagé au point de vue belge*, Bruxelles, 1902.
- LAMBRECHTS (H.), "De l'Avenir des Classes Moyennes", *Bulletin de l'Institut international pour l'étude du problème des classes moyennes*, février 1911, pp. 159-172.
- LAMBRECHTS (H.), *Trente années au service des Classes Moyennes*, Dison, 1931.
- LAVAU (G.) et al. (eds.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, 1983.
- LUCKIN (B.), *Questions of Power. Electricity and Environment in Inter-war Britain*, Manchester, 1990.
- MARSH (J.), *Back to the Land. The Pastoral Impulse in England from 1880 to 1914*, London, 1982.
- MARTIN SAINT-LÉON (E.), "L'organisation corporative des classes moyennes", *La Réforme sociale*, lx 1910.
- MARTIN SAINT-LÉON (E.), *Le Petit Commerce français. Sa lutte pour la vie*, Paris, 1911.
- MATTHEWS (R.B.), *Electro-Farming. Or the Application of Electricity to Agriculture*, London, 1928.
- MAYEUR (J. M.), "Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne", *Annales E.S.C.*, 27, 1972, pp. 483-99.
- MCCRONE (D.) et ELLIOTT (B.), "The decline of landlordism: property rights and relationships in Edinburgh", dans R. RODGER (ed.), *Scottish Housing in the Twentieth Century*, Leicester, 1989.
- MOGEY (J.) "'La science sociale' in England", dans *Société Internationale d'Études Pratiques d'Économie Sociale, Recueil d'Études Sociales publié à la mémoire de Frédéric Le Play*, Paris, 1956.
- MOREL-JOURNEL (H.), "Le Réveil des classes moyennes en France", dans *Société d'Économie politique et d'Économie sociale de Lyon, Compte Rendu Analytique des Séances de l'Année 1910-1911*, Lyon, 1911, pp. 54-103.
- MORRIS (J.), *The political economy of shopkeeping in Milan 1886-1922*, Cambridge, 1993.
- MOUGIN (H.), "Un projet d'enquête sur les classes moyennes", dans ARON, *Inventaires III*, pp. 287-325.
- NORD (Ph. G.), *Paris Shopkeepers and the Politics of Resentment*, Princeton, 1986.
- PERKIN (H.), *The Rise of Professional Society. England since 1880*, London, 1989.
- PYFFEROEN (O.), "La petite bourgeoisie d'après une enquête officielle à Gand (1)", *La Réforme sociale*, xxxvii, 1899, pp. 285-310.
- PYFFEROEN (O.), "La formation technique des classes moyennes", *La Réforme sociale*, I, 1905, pp. 837-845.
- RICHTER (M.), *The Politics of Conscience. T.H. Green and his Age*, London, 1964.
- RIVIÈRE (L.) "La notion des classes moyennes", dans *Les Classes Moyennes dans le*

Commerce et l'Industrie, pp. 2-10.

SAVOYE (A.), "Les continuateurs de Le Play au tournant du siècle", *Revue française de sociologie*, xxii, 1981, pp. 315-44.

SICK (K.-P.), "Le concept de classes moyennes. Notion sociologique ou slogan politique?", *Vingtième siècle*, 37, 1993, pp. 13-33.

SILVER (C.S.) (ed.), *Frédéric Le Play on Family, Work, and Social Change*, Chicago, 1982.

STARZINGER (V.E.) *Middlingness. Juste Milieu Political Theory in France and England, 1815-1848*, Charlottesville, 1965.

TRÉANTON (J.-R.), "Faut-il exhumer Le Play? ou les héritiers abusifs", *Revue française de sociologie*, xxv, 1984, pp. 458-83.

TURMANN (M.), "Un aspect du problème des classes moyennes", *La Chronique sociale de France*, xviii, 1909, pp. 461-3.

VAN LENTE (D.), "The crafts in industrial society: ideals and policy in the Netherlands, 1890-1930", *Economic and Social History in the Netherlands*, 2, 1991.

VAN MOLLE (L.), *Chacun pour tous. Le Boerenbond Belge 1890-1990*, Louvain, 1990.

WAHRMANN (D.), *Imagining the Middle Class. The Political Representation of Class in Britain, c. 1780-1840*, Cambridge, 1995.

WALTON (W.), "Political economists and specialized industrialization during the Second French Republic, 1848-52", *French History*, 3, 1989, pp. 293-311.

WOLFF (H.W.), *People's Banks: a Record of Social and Economic Success*, London, 1893.

WOLFF (H.W.), *Co-operative Banking: its Principles and Practice*, London, 1907.

WOLFF (H.W.), *Co-Operation in Agriculture*, London, 1912.

ZDATNY (S.M.), *The Politics of Survival. Artisans in Twentieth-Century France*, New York, 1990.

De 'classes moyennes': feit of fictie?

Een vergelijkende analyse inzake België, Frankrijk en Groot-Brittannië,
1880-1914

GEOFFREY CROSSICK

SAMENVATTING

Op het eerste internationaal congres van de kleine burgerij in 1899, verklaarde de ondervoorzitter van een Brusselse kleine-bediendenvereniging dat het zijn doel was 'het lot te verbeteren van de middenklassen van de kleine burgerij, die fascinerende groep *die bestaat en die we niet hebben uitgevonden*'.

Dit artikel gaat dieper in op die problematiek – het verband tussen enerzijds de totstandkoming van sociale groepen en klassen via de klassieke, door de sociale geschiedenis onderzochte processen, en anderzijds hun 'uitvinding' en ontplooiing door het discours van buitenstaanders. In de periode tussen 1880 en de Eerste Wereldoorlog duiken er in België en Frankrijk groepen van intellectuelen en politici op die de aandacht vestigen op de wereld van de ambachtelijke en kleine-distributie-bedrijven. De woordvoerders stammen meestal uit katholieke en door Le Play geïnspireerde kringen en zien die kleine-middenstandswereld als een instrument om de conflicten en zedenverloeding van de klassenmaatschappij te overwinnen, en als een basis van waaruit waarden als gezin en orde, die door de sociale ontwikkelingen die de kapitalistische industrialisatie had op gang gebracht, bedreigd leken, in ere te herstellen. Door de sociale verhoudingen binnen de kleine bedrijven te idealiseren, benadrukten de analyses van deze conservatieve waarnemers het belang van de intermediaire plaats die de kleinburgers innamen, en het begrip 'midden-(groepen)' ging als beeldspraak een krachtig argument vormen in het daaropvolgend debat. Dit artikel onderzoekt de verschillende betekenissen die aan het concept 'midden' gegeven werden, en stelt dat de wereld van het kleine bedrijf aangewend werd als hoeksteen bij de uitbouw van de sociale-vrede-ideologie. De omschrijving van de eigenschappen en mogelijkheden van die wereld werden eerder door de vereisten van een ideologisch perspectief dan door een systematisch onderzoek van het verwarrende en onder druk staande milieu van ambacht en kleine distributie, gedictieerd. De idealisering van de *classes moyennes* stond in schril contrast met het echte leven van de veronderstelde leden van die groepen, en de betogen uit die jaren trachtten daar op verschillende wijzen een mouw aan te passen. Drie punten werden benadrukt: een optimisme inzake de economische processen die de heropleving en versterking van het kleine bedrijf zouden in de hand werken, vooral dan wat de mogelijkheden van de elektrische motor betrof. Op de tweede plaats: de gelijkshakeling van de wereld van het kleine bedrijf met al wat tegengesteld was aan de waarden en de praktijken ingevoerd door de grote bedrijven (vooral

fabrieken en grootwarenhuizen), en die zo schadelijk waren voor de zedelijkheid en de sociale vrede. En ten derde: een actieplan dat de beweging van kleine ondernemingen er moest toe brengen af te zien van een beroep te doen op staatshulp en hen op een constructief verbeteringsprogramma zou oriënteren. In dit artikel wordt aangevoerd dat de vorming van de kleinburgerij en zijn identiteit het resultaat is van de wisselwerking tussen enerzijds de ervaringen van het kleinbedrijf zelf en anderzijds de idealiserende vertogen die erover gevoerd werden. De nadruk wordt gelegd op het belang van het voorhanden zijn van een discours waardoor het klein bedrijf zich in een moreel universum gesitueerd wist, een discours dat na verloop van tijd door de vertegenwoordigers van de kleinburgerij en hun verenigingen overgenomen werd. Op deze wijze, zo gaat het artikel verder, droeg de georganiseerde kleinburgerij bij tot haar eigen uitvinding. In het laatste deel wordt deze situatie vergeleken met die van Groot-Brittannië. Daar is dergelijk idealiserend discours over de wereld van het kleinbedrijf niet weer te vinden, daar gebruikte men in zijn reactie op de wantoestanden in een classesamenleving andere beelden (vooral nostalgische evocaties van het landelijke- en dorpsleven), en daar droegen de eigenaars van kleine bedrijven weinig bij tot de ontwikkeling van een eigen sociale of georganiseerde identiteit. De vorming en de uitvinding van de 'petite bourgeoisie' staan in nauw verband met elkaar. De afwezigheid van beide elementen in Groot-Brittannië, en het in overweging nemen van de redenen voor die leemte, herinneren ons aan het belang van twee betekenisvolle trends in de sociale geschiedschrijving van de laatste jaren: enerzijds de aandacht voor taal en vertoog, anderzijds de vergelijkende analyse.

Formation or invention of the 'classes moyennes'?

A comparative analysis of Belgium, France and Great Britain, 1880-1914

GEOFFREY CROSSICK

SUMMARY

At the first international congress of the petite bourgeoisie in 1899, the Vice-Chairman of a Brussels small employer organisation declared that its goal was 'to improve the lot of the *classes moyennes* of the petite bourgeoisie, that fascinating social group *which exists and which we have not invented*.'

The article is an exploration of that problem – the relationship between on the one hand the formation of social groups and social classes through the classic processes examined by social history, and on the other their articulation and invention through the discourses of others. The period between the 1880s and the First World War saw groups of intellectuals and politicians in Belgium and France, mostly from social catholic and Le Playist circles, focus upon the world of artisanal and retail small enterprise as a new basis for social stability and harmony, as a means of overcoming the conflict and the demoralisation of class society, and as a basis for restoring the values of family and order which seemed threatened by the social developments accompanying capitalist industrialisation. In idealising the social relations around small enterprise, the analyses of these conservative observers stressed the importance of the intermediary position of *petits bourgeois*, and the concept of the middle became a powerful metaphor in the ensuing debate. The article analyses the different meanings attached to the concept of the 'middle', and argues that the world of small enterprise had been adopted to play a fundamental role in the elaboration of an ideology of social peace. Its character and potential were defined by the requirements of an ideological perspective rather than by any systematic exploration of the confusing and pressurised world of retailing and artisanal production. The idealisation of the *classes moyennes* was in tension with the lives of its supposed members, and this tension was resolved in a number of ways in the discourse of these years. Three in particular are stressed: an optimism about economic processes which would guarantee the strengthening and revival of small enterprise, above all an optimism about the potential of the electric motor; secondly, the identification of the world of small enterprise with the opposite of those values and practices which were being introduced by the forces of large enterprise, especially factories and the department store, and which were so damaging to morality and social peace; thirdly, an active programme to divert the movements of small enterprise away from appeals to the state and towards a constructive programme for improvement. The article argues that formation of the petite bourgeoisie and its identity

came through the interaction of the experience of small enterprise itself on the one hand, and the idealising discourse on the other. It stresses the importance of the availability of a discourse which situated small enterprise within a moral universe, a discourse which came to be used by representatives of *petits bourgeois* and their organisations themselves. In this sense, the article argues, the organised *petite bourgeoisie* colluded in its own invention.

The last section of the article compares the situation in Britain, where there was no idealising discourse about the world of small enterprise, where reactions against the disharmony of class society looked elsewhere for metaphors (primarily to nostalgic images of rural and village life), and where the owners of small enterprise themselves developed little in the way of a social or organisational identity. The invention of the *petite bourgeoisie* and its formation were two connected processes. The absence of those processes in Britain, and consideration of the reasons for those lacunae, reminds us of the value of two significant trends in social history in recent years: a concern for language and discourse on the one hand, and comparative analysis on the other.